



FÉDÉRATION GÉNÉRALE
DES FONCTIONNAIRES
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



COMMUNIQUE

Paris, le 8 octobre 2026

L'austérité et la santé au travail

La santé au travail n'est ni un sujet secondaire, ni une variable d'ajustement budgétaire. Elle est une obligation de l'employeur public et un droit fondamental pour chaque agent.

Or dans la Fonction publique de l'État, les choix d'austérité ont installé une dégradation sévère, brutale et durable des conditions de travail : sous-effectifs chroniques, postes vacants, réorganisations imposées, surcharge permanente, pression hiérarchique, perte de sens, isolement, violences internes ou externes, épuisement professionnel.

Ce ne sont pas des fragilités individuelles que l'administration pourrait masquer derrière quelques paroles de compassion ou une cellule d'écoute. Ce sont les conséquences directes de choix politiques et d'organisations du travail qui maltraitent, désorganisent et dégradent la santé mentale et physique des personnels.

Un exemple récent impose de regarder la réalité en face :

Dans les services du Premier ministre, deux agents ont mis fin à leurs jours en mars 2026 et deux tentatives de suicide ont été rapportées sur une période de sept mois, dont une sur le lieu de travail. Ces faits sont intervenus dans un contexte où des alertes sur la souffrance au travail, les réorganisations et les baisses d'effectifs avaient été identifiées.

Cet exemple ne résume pas à lui seul chaque situation humaine. Aucun drame ne peut être réduit à une seule cause. Mais ils montrent une chose incontestable: lorsque les alertes se multiplient, lorsque les effectifs s'effondrent, lorsque les réorganisations cassent les collectifs et lorsque la charge devient insoutenable, l'administration ne peut plus se réfugier derrière le silence et la fatalité.

La FGF-FO refuse cette hypocrisie. On ne combat pas les risques psychosociaux avec des slogans. On ne répare pas l'épuisement par un numéro vert.

La prévention réelle exige des actes : arrêt des suppressions de postes, recrutements immédiats, médecine de prévention renforcée, DUERP sincères et actualisés, enquêtes systématiques après chaque suicide ou tentative de suicide lorsqu'un lien avec le travail est possible, réponses obligatoires aux alertes, moyens renforcés pour les formations spécialisées et restauration de véritables instances de santé et de sécurité au travail, **nous exigeons le retour des CHSCT.**

La santé au travail n'est pas négociable. Nos vies, notre dignité et notre travail ne sont pas des variables d'ajustement budgétaire.

Face à l'austérité qui désorganise les services, écrase les collectifs et met les agents en danger, la réponse doit être syndicale, collective et déterminée.